

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20000 - 77ÈME ANNÉE

Les conditions ne sont pas réunies pour la tenue du 3e référendum prévu dans l'Accord de Matignon

Kanaky-Nouvelle Calédonie : le PCR pour le report du référendum du 12 décembre

Le Parti communiste réunionnais ajoute sa voix à la demande de tous ceux qui, en Kanaky-Nouvelle Calédonie et dans de nombreuses régions du monde, souhaitent le report du référendum. Il affirme que rien ne pourra se faire sans les Kanak, le peuple qui vit sur l'archipel depuis 3000 ans et déclare : « Alors que le processus de décolonisation arrive dans sa dernière ligne droite, et qu'il ouvre la voie à une évolution institutionnelle dans un cadre apaisé ce qui constitue une grande première pour la République, le PCR regrette que Paris fasse le choix de tout bloquer. »

La Kanaky-Nouvelle Calédonie doit faire face à une grave épidémie de coronavirus. Les représentants de nombreuses organisations du Pays ont alors demandé le report du référendum sur l'avenir de la Kanaky-Nouvelle Calédonie, prévu le 12 décembre, pour cause de deuil. Eu égard à l'histoire du Pays, cette position est d'ailleurs bien compréhensible, car une grande partie du peuple kanak a été décimée au 19e siècle en raison des maladies introduites par les premiers colons.

Mais l'État, par la voix de son Haut-commissaire de la République, a annoncé le 12 novembre le maintien du scrutin à la date prévue.

Le Parti communiste réunionnais



ajoute sa voix à la demande de tous ceux qui, en Kanaky-Nouvelle Calédonie et dans de nombreuses régions du monde, souhaitent le report du référendum. Le PCR estime qu'une consultation de cette importance ne doit pas dépendre de la volonté d'une seule partie, l'État, qui veut manifestement « solder » la question avant la campagne présidentielle. L'avenir de la Kanaky-Nouvelle Calédonie dépendra du résultat du vote du 3e référendum prévu dans l'Accord de Nouméa, pas de celui d'une élection destinée à désigner le prochain locataire de l'Élysée. Aussi, le PCR soutient la revendication de report et de « non-participation ».

Le PCR affirme que rien ne pourra se faire sans les Kanak, le peuple qui vit sur l'archipel depuis 3000 ans, qui réussit à survivre à la colonisation et qui est la base du peuple calédonien. Le PCR rappelle que la France, en tant que membre des Nations-Unies, doit respecter ses engagements en

termes de décolonisation. C'est pour cela que Paris s'est engagé en 1983 aux côtés des Kanak dans le processus de décolonisation qui fut acté en 1998 dans l'Accord de Nouméa. Tout au long de ce processus, le PCR a soutenu la revendication de liberté portée par le peuple opprimé, car personne ne peut priver un peuple victime de la colonisation de recouvrer sa liberté et sa souveraineté.

Alors que le processus de décolonisation arrive dans sa dernière ligne droite, et qu'il ouvre la voie à une évolution institutionnelle dans un cadre apaisé ce qui constitue une grande première pour la République, le PCR regrette que Paris fasse le choix de tout bloquer.

Aussi le PCR demande que le gouvernement fasse droit à la revendication de report du référendum afin de ne pas remettre en cause l'existence du peuple calédonien.

**Fait au Port,
ce mercredi 24 novembre 2021**

Le PCG alerte « sur le massacre que prépare le gouvernement Macron au nom de la France, en Guadeloupe »

Le Bureau politique du PCG « condamne et dénonce la stratégie du gouvernement français » et demande au gouvernement « d'établir le dialogue avec les forces sociales mobilisées, sur leur plate-forme de revendications, d'enlever la Guadeloupe du champ d'application de la loi sur l'obligation vaccinale et le pass sanitaire, d'abroger les mesures de suspension prises à l'encontre des personnels soignants et d'annuler les dispositions autorisant les visiteurs ayant un schéma vaccinal complet à entrer sur le territoire guadeloupéen sans test PCR négatif et sans isolement contrôlé », souligne la déclaration datée du 19 novembre.

« La Guadeloupe vit une crise d'une extrême gravité qui risque de faire basculer toute la société guadeloupéenne dans le chaos, si les réponses urgentes et appropriées ne sont pas apportées aux légitimes revendications posées par les femmes, les hommes et les jeunes qui vivent dans le pays.

La Guadeloupe et les Guadeloupéens paient en ce moment un lourd tribut à l'arrogance, à la condescendance, à la gestion autoritaire et au mépris colonialiste du gouvernement et des représentants de l'État, dans le silence et le mutisme complices et coupables de la quasi-totalité des élus, censés les représenter.

La situation de chaos actuel de la Guadeloupe est de l'entière responsabilité du gouvernement, des

autorités politiques locales, des décideurs économiques qui ont opposé une attitude méprisante à l'encontre des travailleurs et des Guadeloupéens qui expriment démocratiquement depuis plusieurs mois dans des manifestations pacifiques, des revendications justes, soumises à tous ces responsables et restées lettre morte. L'embrassement d'aujourd'hui qui mobilise les Guadeloupéens dans les rues est la réponse au mépris, à l'autoritarisme, à la surdité et aux injustices des pouvoirs politiques.

Nous déplorons les actes de vandalisme et de pillage qui s'exercent en marge de la mobilisation sociale :

La jeunesse guadeloupéenne, dans toute sa diversité, qui est la première victime du système de pwofnasyon a investi, comme elle l'a fait dans chaque grande crise qui a secoué notre pays, ce champ de bataille pour s'ouvrir une perspective, pas forcément pour casser et détruire.

Il ne faut pas brûler notre jeunesse qui est à l'image de tous les jeunes du monde qui se battent pour leur avenir, pour les libertés, le travail, la formation, une vie digne.

Le Parti Communiste Guadeloupéen condamne et dénonce la stratégie du gouvernement français qui, pour seule réponse aux souffrances des Guadeloupéens choisit la répression en annonçant l'envoi de 200 militaires supplémentaires en Guadeloupe, parmi lesquels 50 du GIGN et du RAID, formés à tuer.

Le Parti alerte toutes les forces pro-

gressistes de France et du monde sur le massacre que prépare le gouvernement Macron au nom de la France, en Guadeloupe.

Le Parti Communiste Guadeloupéen demande instamment au gouvernement

– d'établir le dialogue avec les forces sociales mobilisées, sur leur plate-forme de revendications.

– d'enlever la Guadeloupe du champ d'application de la loi sur l'obligation vaccinale et le pass sanitaire.

– d'abroger les mesures de suspension prises à l'encontre des personnels soignants.

– d'annuler les dispositions autorisant les visiteurs ayant un schéma vaccinal complet à entrer sur le territoire guadeloupéen sans test PCR négatif et sans isolement contrôlé.

Le Parti Communiste Guadeloupéen appelle

Les Présidents du Conseil régional et du Conseil départemental à convoquer en urgence un Congrès ouvert à toutes les forces politiques, économiques, sociales, culturelles et de la jeunesse en vue d'élaborer un projet global d'émancipation pour notre Guadeloupe.

Pointe-à-Pitre, le 19 novembre 2021
Le Secrétaire Général »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Coronavirus : les profits vont-ils encore passer avant la lutte contre l'épidémie ?

Le respect des gestes barrière, de la distanciation sociale et du port du masque en continu semblent peu compatibles avec ce qui est observé tous les mois de décembre à La Réunion : c'est le pic de consommation mondial du système capitaliste.

Le rebond de l'épidémie débuté quelques semaines après un pic de fréquentation de l'aéroport est encore en phase ascendante. Invitée hier du journal télévisé de la mi-journée de Réunion Première, le Docteur Christine Kowalczyk, Présidente de l'URML-OI (Union Régionale des Médecins Libéraux de l'océan Indien) l'a confirmé. En prenant toutes les précautions d'usage, elle estime que le pic pourrait se situer aux alentours de Noël.

La situation est pourtant déjà alarmante à en croire les autorités. Voici un extrait du communiqué présentant mardi le dernier bilan hebdomadaire de l'épidémie de coronavirus à La Réunion.

« La Réunion fait désormais partie des 20 départements les plus concernés par la recrudescence de l'épidémie. Pour stopper cette reprise épidémique, il y a une nécessité urgente et forte de maintenir les gestes barrières en toutes circonstances tout en respectant strictement les mesures de restrictions, de recourir à la vaccination (primo-injection ou dose de rappel), de faire un test et de s'isoler en cas de symptômes ».

Priorité : le respect des gestes barrière

Dans le même temps, l'État reconnaît que la vaccination ne suffit pas comme mesure de prévention. Car il est désormais prouvé que ces médicaments n'empêchent pas l'infection et la transmission, en té-

moigne la recommandation faite aux personnes vaccinées d'éviter de partir en vacances en dehors de La Réunion, surtout en France et à Maurice où l'épidémie flambe.

Le même communiqué souligne que « le meilleur moyen de ralentir la progression du virus dans l'île est de stopper le plus tôt possible les chaînes de transmission via le dépistage et l'isolement ».

Autrement dit, dans l'attente des retours d'expérience sur au moins 6 mois sur l'efficacité d'une troisième dose de vaccin, La Réunion est dans la même situation que l'an dernier. Par conséquent, le meilleur moyen d'atténuer le pic de contaminations, c'est de limiter ses déplacements au strict nécessaire et respecter scrupuleusement les gestes barrière.

Qui peut croire au Père Noël ?

Or, le respect des gestes barrière, de la distanciation sociale et du port du masque en continu semblent peu compatibles avec ce qui est observé tous les mois de décembre à La Réunion : les hypermarchés surtout et les commerces sont pris d'assaut par de nombreux clients potentiels. Cette période constitue en effet le pic de consommation mondiale du système capitaliste. C'est là que les plus importants profits sont réalisés, la population étant bombardée constamment d'appels à aller dépenser son argent durement obtenu. La quête du profit est telle que les enseignes ne s'embarassent pas à respecter le 20 décembre, qui est pourtant le jour férié rappelant l'abolition de l'esclavage à La Réunion. Elles profitent des bas salaires pour compter sur une main d'œuvre qui a besoin de travailler ce jour-là.

Sans doute ces hypermarchés et

autres commerces vont jurer la main sur le cœur qu'ils mettront tout en œuvre pour garantir une sécurité sanitaire suffisante dans leurs magasins afin d'échapper à des restrictions d'ouverture ou à des jauges imposées. Mais compte tenu de l'affluence attendue, qui peut croire au Père Noël ?

Ne consommons que le strict nécessaire

Cette fin d'année n'est-elle pas le moment de donner justement un autre sens aux Fêtes ? Au lieu d'une orgie de consommation, saisissons l'occasion de se recentrer sur l'humain, de retrouver sa famille tout en respectant les mesures visant à lutter contre la propagation de l'épidémie en contentons-nous de cadeaux simples, achetés en une seule fois. N'était-ce pas cela qui faisait le charme des fêtes de nos aînés, et n'est-ce pas à cela que sont contraints une grande partie de nos compatriotes, contraints de survivre sous le seuil de pauvreté ?

Ceci sera alors compatible avec une nécessaire limitation drastique de la jauge des hypermarchés, afin que les Fêtes ne soient pas responsables d'une nouvelle catastrophe sanitaire.

M.M.

Oté

Sossyal : In létinsèl i pé mète dofé dann karo zèrb sèk !

Dopi plizyèr zour i anparl la sityassion dann La Guadeloup avèk konm touzour in prezantassion par lo pti boutte la lorgnète : la i prezante aou laktyalite an brite san pran la pène fé in lanalize de fon. San dir o fon pou kossa dezorde i pète.

Biensir, i di a nou bande pèsonèl soignan é bande pompyé épi d'ote i vanje pars d'issi la fin lo moi déssanb in bonpé d'moune la rofize lo pass sanitére i sava pèrde zot travaye épi pa touch okin salère... In bone rézon pou révolté sansa in fasson fé porte la responsabilité dsi bande viktime zot mèm.

I fo pa obliye non pli lo léskandal kloredékone noute zoinal la fine anparl pa arienk in kou avèk lo bande konsékanss dsi la santé d'moune épi la santé la tère dann bannzil zantiye zistoman. Aprésa i fo pa tro zoué l'étoné si l'éta franssé la fine pèrde son krédi. Shé nou, san konté son bande roprézantan ki konpran pa gran-shoze dann pa gran-shoze.

Mé konm noute zoinal la fine signalé bande l'émète sossyal sa i ariv pa konmsa. Si zèrb lé mouyé dofé i pran pa d'fé. Dann zèrb sèk sé in n'ote afèr é lo zèrb sèk sé zistoman in sossyété é in lékonomi an krize. Dann in ka konmsa lo viv ansanb-zoli vitrine pou l'outre-mer franssé-sa lé riskabe kass par boutte é pa arienk oussa la fine pété ziska zordi.

Dann bande zantiye konm issi néna tro d'voiyan o rouz é tro d'konplissité d'léta par raporte bande profitère toute lakabi. Alor, mézami, mi panss lé pliské tan pou l'éta d'ète in pé sèryé pou trouv avèk nou bande pèp l'outre-mèr lo bande bon solissyon k'i fo.

Sansa, ébin sansa, néna in zour i apèl domin.

NB-An passan, ni pé touzour rapèl léskandal léspérimantaze bande bonb nikléère avèk toute bande viktime la fé dann la Polinési. Si tan tèlman ké l'éta franssé la fine pèrde in bon pé son krédi dann l'outremèr. Ni pé rapèl ossi la leucose bovine avèk son bande mové rézilta dann noute péi.

Justin